

# CORRIGE

**Ces éléments de correction n'ont qu'une valeur indicative. Ils ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité des autorités académiques, chaque jury est souverain.**

*Éléments de correction indicatifs, sous la seule responsabilité du concepteur,  
à l'attention des commissions académiques*

## ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

### DISSERTATION

#### **La réduction du coût du travail permet-elle de réduire le chômage des travailleurs peu qualifiés ?**

Ce sujet peut paraître ambitieux et/ou polémique. Il est actuel et se situe dans la vocation des SES : une investigation critique d'un problème concret relevant en partie de l'analyse économique et/ou sociologique.

La maîtrise des connaissances théoriques (fonctionnement du marché du travail, relation coût du travail et emploi, redistribution..) et le traitement des documents doit permettre de trouver l'essentiel des éléments soutenant une argumentation bien construite.

Partant du constat d'un taux de chômage plus élevé pour les travailleurs non qualifiés, (document 1) le candidat est amené à s'interroger sur la pertinence des mesures de réduction du coût du travail pour le travail non qualifié.

Les indications statistiques sont contradictoires puisque, si les mesures adoptées à partir de 1993 n'ont pas réellement modifié l'écart entre les taux de chômage des ouvriers et employés selon qu'ils qualifiés et non qualifiés, il y a eu une forte créations d'emplois non qualifiés : l'effectif retrouve en 2000 son niveau de 1982 et la part de l'emploi non qualifié dans l'emploi total a cessé de se réduire en 1994. (documents 1 et 5)

La plupart des économistes s'accordent pour reconnaître que pour les emplois non qualifiés, le coût du travail relativement à la productivité est un élément essentiel de la demande de travail.

Mais , les documents suggèrent que l'adoption de mesures de réduction du coût du travail pose de nombreuses questions :

- (document 4) comment réduire le coût du travail : baisse des charges ou baisse du salaire (SMIC) ?
- (documents 3 et document 2) comment empêcher l'augmentation du nombre des travailleurs pauvres et l'accentuation des inégalités ?
- (document 2) comment inciter les travailleurs non qualifiés à quitter les situations d'assistance si la rémunération du travail est affaiblie et si on veut conserver une politique de redistribution protégeant les travailleurs pauvres ?
- (document 6) comment limiter les effets négatifs de la baisse de la rémunération sur la productivité du travail et le dynamisme de l'entreprise ?
- (document 6) comment éviter l'apparition d'une substitution des emplois non qualifiés aux emplois qualifiés si l'emploi total n'augmente pas ?
- (document 4) comment prendre en compte les effets macroéconomiques transitant soit par la diminution de la demande privée (la baisse du salaire ou la hausse des prélèvements pour compenser les abattements de charges) ou de la demande publique (réduction des prestations) ?

Toutes ces questions sont difficiles. On attend simplement du candidat qu'il les pose, montrant ainsi qu'il n'y a pas d'évidence, qu'il faut un arbitrage (qui ne peut être que politique).

Les travailleurs non qualifiés ne sont pas seulement moins bien rémunérés, ils sont aussi plus souvent au chômage. Pour les économistes qui voient dans le coût du travail la principale cause du chômage, la solution passe par une réduction de ce coût. Des mesures de ce type ont été adoptées depuis le milieu des années 90 dans de nombreux pays développés. Elles participent à la recherche d'une plus grande flexibilité, mais elles vont aussi dans le sens d'une réforme plus large des relations qui s'établissent entre coût et rémunération du travail, incitation au retour à l'emploi et productivité.

Reconnaître que la réduction du coût du travail a des effets positifs sur la création d'emploi non qualifiés, n'interdit pas de soulever les nombreux problèmes soulevés par cette stratégie.

---

## I. Réduire le coût du travail non qualifié pour réduire le chômage de cette catégorie de travailleurs....

### A. L'argumentation théorique ...

#### 1) Le raisonnement microéconomique traditionnel et sa discussion.

Lien entre salaire réel, productivité et demande de travail.

Lien entre salaire réel et offre de travail et confrontation avec la demande : si le salaire réel s'ajuste, le chômage "involontaire" disparaît.

#### 2) Les observations aux Etats-Unis et en France

La comparaison des évolutions de l'emploi et du coût du travail non qualifié relativement à celui du travail qualifié soutiendrait cette hypothèse. (document 3)

Les données pour la France sont paradoxales : la création d'emplois non qualifiés a été stimulée mais le taux de chômage des non qualifiés n'a pas sensiblement été modifié. Cela pose le problème de la définition des emplois non qualifiés et des travailleurs non qualifiés (la qualification du travailleur renvoie au diplôme), il y a en fait une dévalorisation des diplômes. (évolution structurelle ou accentuée par les mesures discutées ici ?) (documents 1 et 5)

### B. Le choix des modalités (documents 3 et 4)

#### 1) Réduire le salaire minimum

Pour ajuster le salaire réel à la productivité. Cette solution peut prendre plusieurs formes allant de la suppression du salaire minimum à la création de plusieurs niveaux de salaire minimum. Lorsque le salaire minimum est réduit, le nombre des travailleurs pauvres augmente, tout dépend alors des choix politiques en matière de redistribution. Une partie plus ou moins importante du revenu peut être socialisée.

#### 2) Réduire les charges

Cette mesure permet de garantir un niveau de rémunération directe (le salaire minimum peut rester à son niveau antérieur) en réduisant cependant le coût du travail : les charges pesant sur les bas salaires sont réduites ou supprimées, ou bien des subventions, des primes, sont accordées à l'occasion de la création d'emplois pour les travailleurs non qualifiés.

## II. Une solution aux résultats discutables...

### A. Un déplacement du problème

#### 1) Moins de chômeurs non qualifiés et des difficultés d'emploi pour les travailleurs qualifiés (effet de substitution)

La demande de travail peut rester constante mais sa structure se modifie. La quantité totale d'emplois n'augmente pas, les emplois non qualifiés se substituent aux emplois qualifiés (document 6). C'est

aussi un moyen d'exercer une pression sur l'ensemble des rémunérations (la justification évoquée ; éviter que les écarts de salaire soient accentués).

2) Du chômage « classique » au chômage « keynésien » (effet macroéconomique)

Une réduction du coût du travail peut avoir, au plan macroéconomique un effet déprimant sur la demande de produits (documents 4 et 6). Directement s'il s'agit d'une baisse du salaire, indirectement s'il s'agit d'une baisse des prélèvements. Cette réduction peut se manifester au niveau des dépenses des ménages, ou/et des pouvoirs publics. L'amélioration des profits des entreprises ne garantit pas la croissance des investissements – l'incitation à la FBCF est d'ailleurs réduite par la diminution du coût du travail.

B. L'émergence de nouveaux problèmes

1) Augmentation du nombre des « travailleurs pauvres » et régression sociale

L'exemple des Etats-Unis (document 3) montre que le risque d'une « inégalité accrue » existe. Les pouvoirs publics devraient intervenir pour l'éviter. Comment et avec quels moyens ? Les emplois évoqués (services rendus aux ménages) ont une "image sociale" dévalorisée, ils sont encore peu nombreux en Europe continentale pour des raisons culturelles mais aussi économiques. Faut-il aider les ménages ayant des revenus élevés pour soutenir l'emploi des travailleurs non qualifiés ?

2) Réduction de l'incitation à la recherche des gains de productivité (effet de système)

Le lien entre salaire et productivité est réversible – salaire d'efficience - (document 6) et la réduction du coût du travail peut conduire à des solutions technologiques moins efficaces à long terme – ralentissement du progrès technique et des investissements immatériels (formation).

Les mesures de réduction du coût du travail non qualifié peuvent avoir des effets positifs sur les créations de ce type d'emplois, mais elles ne seront réellement efficaces que si elles font l'objet de mesures d'accompagnement capables de limiter les effets pervers qui leur sont associés. Le dosage renvoie aux préférences des citoyens...

## QUESTION DE SYNTHÈSE

### Thème : Changement social et inégalités.

#### I. TRAVAIL PRÉPARATOIRE (10 points)

1. 53% des garçons issus de la catégorie cadres supérieurs et professions libérales appartiennent à la même catégorie contre 34% des filles.
2. En matière de mobilité sociale nous pouvons retenir principalement deux informations :
  - a) quel que soit le sexe la probabilité d'appartenir à une catégorie sociale est en général plus importante pour des individus issus de cette même catégorie. Mais cette remarque vaut surtout pour les garçons.
  - b) les garçons ont plus tendance que les filles de connaître une mobilité sociale ascendante (voir pour les catégories professions intermédiaires et employés). De plus les professions ont une identité sexuelle marquée : les femmes sont surtout employées, les hommes ouvriers par exemple.
3. Les comportements des acteurs sociaux renvoient à des stéréotypes imposés par la société et les institutions. Ces stéréotypes correspondent à des modèles de comportements attendus pour chaque sexe de la part de la société. De plus un contrôle social s'exerce pour faire en sorte que les modèles de comportements masculins et féminins correspondent aux normes définies par la société. Ces modèles de comportement sont transmis par la socialisation différentielle des garçons et des filles et s'expriment par des comportements attendus à leur égard (« c'est un garçon manqué »).
4. Les attentes des parents sont différentes envers leur fils ou leur fille et ces attentes correspondent à un système de représentations préexistantes bien qu'en évolution. C'est ainsi que l'on pense que les garçons sont plus doués que les filles pour les matières scientifiques à l'école, que l'on attend des garçons un comportement « viril » et des filles une certaine « docilité » (voir Bourdieu). Cela s'exprime par le fait que les « qualités » attribuées aux filles les pousse vers des études et des métiers plus « sociaux » (assistantes sociales, infirmières ou enseignement pour les catégories supérieures). De plus on remarque qu'à niveau de résultats équivalents l'ambition des filles est moins importante que celle des garçons (Duru-Bellat).
5. Il suffit de faire une règle de trois. Nombre de filles en littéraire divisé par effectif total dans cette section multiplié par cent.
6. Les filles sont surreprésentées dans les filières littéraires, elles constituent aussi la quasi totalité des séries « sciences médico-sociales ». Par contre on en rencontre une faible proportion dans les sections scientifiques et surtout en STI. Ces choix d'orientation sont importants dans le sens où ils préfigurent les choix d'orientation dans le supérieur et le futur métier exercé par les filles. En effet leur destinée professionnelle dépend de cette orientation initiale dans laquelle on retrouve les « qualités féminines » présentées dans le document 2. Elles se destinent dès le secondaire à des professions d'aide aux personnes, d'enseignement, de techniques de laboratoire... Cela ne signifie cependant pas qu'elles sont exclues des carrières scientifiques ou de direction, mais leur probabilité d'y accéder est moins importante que celle des garçons.

## II. QUESTION DE SYNTHÈSE (10 points)

### Introduction

L'observation de la structure sexuelle des PCS montre que les femmes sont surreprésentées dans certains métiers (employés, certaines professions intermédiaires comme agents du service social, de la santé). Pourtant elles poursuivent aujourd'hui des études au même titre que les garçons et leurs choix d'orientation scolaire sont libres. Il est donc intéressant de se questionner sur la question de cette situation en étudiant la mobilité sociale qu'elles ont connue. Il est important ici de noter que l'on étudie la mobilité sociale des femmes depuis peu (depuis qu'elles sont une majorité à travailler) et qu'il est très intéressant de comparer leur parcours de mobilité à celui des garçons, seuls objets d'étude jusqu'à une époque récente.

En quoi la mobilité sociale des femmes est-elle différente de celle des hommes et comment peut-on l'expliquer ?

Après avoir repéré les principales inégalités entre hommes et femmes en matière de mobilité, nous en présenterons les explications.

### Première partie

L'étude de la table des destinées respectives des hommes et des femmes présente de nombreuses inégalités entre les sexes.

Par exemple la probabilité de devenir cadre (catégorie en expansion est plus importante) quelle que soit la catégorie sociale pour les garçons que pour les filles. On remarque que 53% des fils de cadres deviennent cadres contre 34% des filles issues de la même catégorie sociale. Cette inégalité sexuelle face à l'accès à la profession de cadre se retrouve quelle que soit la catégorie sociale d'origine 35% des garçons des professions intermédiaires contre 15% des filles de cette même origine, 22% des fils d'employés contre 10% des filles de cette même catégorie.

A l'opposé, on remarque que les destinées des filles renvoient à une structure très concentrée. 46% des filles d'ouvriers deviennent employées, 49% des filles d'employés restent dans cette catégorie contre 11% des garçons, 39% des filles issues des catégories intermédiaires restent dans cette catégorie contre 10% des garçons.

Ces observations nous montrent une grande inégalité sociale entre filles et garçons en ce qui concerne leur destinée. Les filles restent concentrées dans les catégories employés et professions intermédiaires qui sont en expansion alors que les garçons ont plus de chances de connaître une mobilité sociale plus importante. Cette mobilité permet aux garçons de devenir plus souvent cadre que les filles quelle que soit leur origine sociale. De même apparaissent ici des explications de l'évolution des catégories sociales : les employés sont en grande majorité des filles, les ouvriers sont en grande majorité des garçons. Enfin nous observons une des facettes de la « domination masculine » (Bourdieu) qui fait que les femmes sont dominées sur le marché du travail comme dans leur activité professionnelle.

Cette table de mobilité apparaît comme très intéressante car elle précise les tables le plus souvent utilisées qui n'étudiaient que les destinées des garçons. Elle nous montre que la mobilité des filles a des caractéristiques spécifiques, très différentes de celle des garçons : elle est plus concentrée sur des catégories sociales spécifiques, elle apparaît moins « longue » que celle des garçons.

Il est donc important d'étudier les raisons qui conduisent à cette situation

### Deuxième partie

Cette inégalité observée entre garçons et filles dans le domaine de la mobilité sociale peut s'expliquer de plusieurs façons.

D'une part la socialisation des filles est différente de celle des garçons. Cette socialisation renvoie aux différents stéréotypes concernant les « qualités » attribuées à chaque sexe dans notre société. C'est en fonction de la représentation que nous avons de chaque sexe que les enfants seront élevés dans un

contexte où le contrôle social tient une grande importance comme le montre l'expression « c'est un garçon manqué ». Cette socialisation différentielle transmet certaines qualités aux filles différentes de celles des garçons comme la douceur que l'on attend d'elles. Cette socialisation concerne non seulement le milieu familial mais aussi d'autres instances telles que l'école, la télévision ou le groupe de pairs qui exercent là encore un contrôle social relativement strict sur les comportements des individus en leur montrant des modèles de comportement (pour la télévision) ou en agissant par injonctions ou contrôle visant à conformer les pratiques et les comportements aux caractéristiques définies pour chaque sexe. Cette socialisation a des conséquences très importantes dans la vie future des filles car, c'est à partir de celle-ci qu'elles vont suivre certains types d'étude et se diriger vers une profession.

En effet nous voyons que les études suivies par les filles ne sont pas les mêmes que celles suivies par les garçons. Etant perçues comme ayant un esprit moins scientifique, les filles tendent à laisser ce type de section au bénéfice des garçons alors qu'elles se trouvent en majorité dans les sections littéraires ou médico-sociales. Nous pouvons aussi remarquer qu'à résultats scolaires équivalents, les filles ont moins d'ambition que les garçons (Duru-Bellat) et qu'elles se dirigent essentiellement vers des sections qui sont en rapport avec leurs qualités définies par des stéréotypes sociaux. C'est ainsi que les femmes sont surreprésentées dans certaines professions demandant douceur et compréhension comme agent de service social ou infirmière pour les professions intermédiaires, enseignant pour les cadres et qu'elles constituent encore plus de 80% de la catégorie des employés. Cette différence entre garçons et filles dans l'accès à certaines professions ne correspond pas à une interdiction pour les filles d'accéder à certains métiers mais provient « d'intérêts bien compris » de leur part et de la définition des rôles de leur sexe qu'elles ont intériorisé. De plus nous pouvons remarquer que les femmes ont une forte tendance encore aujourd'hui à se ranger derrière la carrière professionnelle de leur mari comme le montre F. De Singly « Fortune et infortune de la femme mariée. La mobilité différentielle des femmes renvoie donc à une différence de socialisation, induisant leurs choix scolaires puis professionnels.

### Conclusion

Le type spécifique de mobilité sociale des filles par rapport aux garçons que nous avons pu repérer est directement lié aux représentations concernant les femmes dans la société contemporaine. Les stéréotypes concernant chaque sexe sont transmis dès le plus jeune âge par le processus de socialisation et s'actualisent par la suite dans le type d'étude choisi par les filles et par leur accès à certaines professions qui leur sont « réservées ». Ces professions sont en relation directe avec l'image de la femme que se donne la société contemporaine. De fait l'évolution des mœurs pourrait se traduire par une modification des représentations attachées aux femmes et ainsi changer leur place dans le monde professionnel.

## ENSEIGNEMENT DE SPECIALITE

SUJET A

**Thème : L'inégalité des chances en prenant appui sur les travaux de P. Bourdieu.**

Question 1

La question que se pose Bourdieu concernant l'inégalité des chances devant l'école est la suivante : « comment se fait-il que la massification de l'accès au système scolaire se traduit par des inégalités de réussite selon le milieu social d'origine ? ». En fait nous remarquons que la réussite scolaire, maximale dans les catégories supérieures, et en particulier chez les enfants d'enseignants, tend à baisser lorsque l'on descend dans la hiérarchie sociale.

Cette inégalité des chances est expliquée par Bourdieu par la différence non pas de capital économique (du moins jusqu'au bac), mais par une différence de capital culturel (au sens de niveau d'étude atteint, maîtrise du langage ou de conduites légitimes) transmis par la famille. A capital économique équivalent, les résultats scolaires varient fortement en fonction du capital culturel ; à capital culturel équivalent les résultats scolaires varient très peu selon le capital économique... écrivait-il en 1966. L'école a pour fonction de transmettre une certaine forme de culture nommée par Bourdieu la « culture légitime » et il apparaît normal que ce soient les enfants possédant cette culture de par leur milieu familial qui y réussissent le mieux. L'école ne fait donc que légitimer les différences initiales devant la culture. Au lieu d'établir une méritocratie, le système scolaire tend à reproduire un ordre social en le légitimant par les classements qu'il opère. De même il permet de légitimer une domination car celle-ci est assurée par le diplôme obtenu dans un contexte qui donne apparemment leur chance à tous les élèves. L'école a aujourd'hui un rôle de plus en plus important dans les sociétés modernes car elle est devenue créatrice d'un acte de nomination initial qui consacre les différences sociales préexistantes. De fait dans les sociétés modernes l'école est devenue le lieu primordial de légitimation des différences sociales, le capital économique (tous les moyens économiques possédés par un individu) devant aujourd'hui être légitimé par un diplôme. C'est ainsi que l'école va même jusqu'à créer une nouvelle forme de noblesse nommée « noblesse d'Etat » par Bourdieu en reproduisant à travers les grandes écoles (Mines, Ponts et Chaussées etc) des situations sociales préexistantes. Enfin il faut noter que le recrutement dans ces grandes écoles a de plus en plus tendance à se restreindre aux catégories dominantes depuis une trentaine d'années (21% d'enfants d'origine populaire à Polytechnique en 1951-55 contre 7,8% en 1989-93).

Question 2

Les individus n'apprennent pas la même chose et pas de la même façon selon leur milieu d'origine. Un habitus au sens de façon de faire et d'apprécier est transmis de façon différentielle dans chaque famille, habitus qui va conduire l'individu tout au long de sa vie. De même l'individu acquiert un capital social (relations), économique et surtout culturel qui va agir en tant que facteurs de différenciation dans sa vie scolaire. Les individus qui ont la proximité la plus grande avec le système scolaire (à travers le langage parlé à la maison, les comportements valorisés, les manières de faire, les incitations à se conformer à un modèle culturel) y réussiront d'autant mieux que la culture transmise par l'école est celle qui leur a été transmise dès leur enfance. C'est ainsi que l'école opère des classements qui sont des classements culturels, et comme la culture est différente selon les milieux sociaux, elle tend à maintenir les différences sociales préexistantes.

**Question 3**

Le document 2 nuance l'approche de Bourdieu en montrant que la transmission d'un habitus n'est pas homogène dans un même milieu social. C'est à dire que dans une famille populaire il peut coexister un enfant qui a fait des études supérieures et qui est devenu enseignant et un enfant qui reproduit la situation familiale. La socialisation familiale n'est pas aussi homogène que le pensait Bourdieu : les individus se trouvent souvent placés devant des principes de socialisation différents qui vont avoir des conséquences dans leur vie future. Ainsi ce que l'on peut observer à un niveau statistique global ne se retrouve pas forcément au sein de chaque famille (voir « Portraits sociologiques » de B. Lahire). Les individus gardent donc une marge de liberté et ne sont pas forcément prédéterminés dans leur existence, même s'il n'est pas question de nier qu'il existe de nombreuses inégalités. Cependant l'auteur du document 2 tend à remettre en cause une vision trop mécaniste du monde social en insistant sur la marge de liberté qui s'ouvre à chaque acteur et lui permet de sortir d'un schéma trop déterministe de la réussite scolaire. Il faut cependant insister sur le fait que c'est ici plus un affinement qu'une remise en cause de la théorie de Bourdieu.

SUJET B

**Thème** : Le rôle de l'échange international dans le développement économique à partir de l'analyse de Ricardo.

Question 1

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, Ricardo s'oppose au protectionnisme ambiant en Angleterre et notamment aux "corn laws". Dans ses écrits, il tente de démontrer les avantages du libre échange. Selon lui, chaque nation a intérêt à se spécialiser dans les activités où elle dispose d'un avantage comparatif (cf question 2) et à échanger avec les autres nations. A l'échelle mondiale l'échange permet d'obtenir une plus grande quantité et une plus grande variété de biens tout en économisant les facteurs de production (le travail en tant que tel ainsi que celui qui est incorporé au capital). Ces économies pouvant alors être utilisées à l'accroissement général des richesses. De plus d'un point de vue politique, l'échange international est un moyen de rapprocher les peuples (par la complémentarité que la spécialisation et l'échange impliquent) et donc d'œuvrer pour la paix.

Question 2

Alors que Smith affirmait que chaque pays devait se spécialiser dans le domaine où il disposait du plus grand avantage (avantage absolu), Ricardo démontre dans son fameux exemple du Portugal et de l'Angleterre, qui échangent du drap et du vin, que les pays doivent se spécialiser dans les activités où ils disposent d'un avantage comparatif. C'est à dire dans le ou les domaines où ils sont relativement les meilleurs ou les moins mauvais. Ainsi l'Angleterre, qui est en avance (début de la révolution industrielle à l'époque de Ricardo) sur les autres pays européens, a intérêt à se spécialiser dans la production manufacturière qu'elle échangera contre du blé et du vin même si elle dispose d'un certain nombre d'avantages absolus du fait de son avance tant dans le domaine agricole que dans le domaine industriel.

Question 3

La spécialisation selon les avantages comparatifs entraîne le développement d'échanges de produits différents entre pays complémentaires (échanges interbranche). Cette analyse n'explique donc pas les échanges intrabranche (échanges croisés de produits similaires entre pays de même niveau de développement). Or les échanges sectoriels de la France montre principalement ce type d'échanges; peu d'écart ( $X/M$  ou  $M/X$  inférieur à 1,5) entre la valeur des importations et celle des exportations. C'est le cas des circuits intégrés, des récepteurs de télévision, du matériel de radio communication et des voitures particulières. Par contre on peut également observer une spécialisation ; plus d'exportations que d'importations (8,8 fois plus pour le vin et 6,5 fois plus pour les avions lourds) ainsi qu'une non spécialisation pour les chaussures de ville à dessus en cuir ; 3,23 fois plus d'importations que d'exportations. Néanmoins, les échanges de produits similaires peuvent recéler une part de spécialisation; voitures haut de gamme contre voitures milieu et bas de gamme par exemple.